

- Le gouvernement a entrepris, depuis 2012, une série de mesures destinées à soutenir le pouvoir d'achat des citoyens, notamment ceux à revenu limité, lesquelles mesures ont été renforcées par des dispositions supplémentaires au titre de la Loi de Finances 2015, a affirmé mardi le ministre chargé des Affaires générales et de la gouvernance, M. Mohamed El Ouafa. En réponse à une question orale à la Chambre des représentants sur les mesures de soutien du pouvoir d'achat du citoyen à revenu faible et limité, M. El Ouafa a fait savoir qu'un budget de 23 milliards de dirhams (MMDH) a été alloué en vue de poursuivre la subvention des matières premières, tandis qu'une enveloppe de 130 MMDH, soit 52 pc du budget global, a été allouée au renforcement des programmes sectoriels sociaux, dont 64 MMDH consacrés au secteur de l'éducation nationale et la formation professionnelle, 39 MMDH à l'enseignement supérieur et 13 MMDH à la santé. Plus de 4 MMDH ont été alloués au Fonds de la Cohésion sociale, a souligné le ministre, ajoutant qu'une enveloppe annuelle de 20 MMDH a été consacrée au développement du monde rural. Et de préciser que des ressources supplémentaires ont été affectées à ce Fonds afin d'élargir la base des bénéficiaires, à travers la création d'une taxe aérienne pour la solidarité et la promotion touristique, la mise en place de la contribution libératoire au titre des avoirs et liquidités détenus à l'étranger, et l'activation de la Caisse de solidarité familiale. Cette dernière a procédé à fin novembre 2013 à l'exécution de 2845 jugements judiciaires pour un montant global de plus de 18,433 millions de DH. M. El Ouafa a en outre fait état d'une panoplie de mesures parallèles, dont le suivi des marchés afin de garantir leur approvisionnement en matières les plus consommées, l'intensification des opérations de contrôle dans les différentes étapes de commercialisation en vue d'éviter toute forme de spéculation, en obligeant les vendeurs à afficher les prix de tous les produits, ainsi que la multiplication des enquêtes liées à la concurrence dans certains secteurs.